

L'on dénonce le gouvernement brésilien pour la célébration du coup d'État militaire de 1964



Brasilia, 1er avril (RHC) La députée brésilienne Natália Bonavides a dénoncé le gouvernement de Jair Bolsonaro devant la commission et la cour interaméricaine des droits de l'homme pour avoir utilisé des organismes publics pour célébrer la dictature et saluer le coup d'État militaire de 1964.

Je viens de notifier une telle accusation 'parce que le gouvernement de Bolsonaro, une fois de plus, a utilisé la machine publique pour célébrer un coup d'Etat qui a commencé une dictature meurtrière (1964-1985)', a déclaré Bonavides, citée par le site officiel du Parti des travailleurs à la Chambre des députés.

Elle a jugé inacceptable que l'administration promeuve une nouvelle commémoration du régime qui a torturé et tué des centaines de personnes.

Le nouveau ministre de la Défense, le général Walter Braga Netto, a défendu mercredi la commémoration du 57e anniversaire du renversement de l'ancien président João Goulart par les militaires.

Braga Netto décrit dans la publication de l'Ordre du jour allusive au 31 mars 1964 que les événements de cette date ne peuvent être compris qu'à partir du contexte de l'époque.

Il cite la Guerre froide et le soutien de divers secteurs de la société comme justification du coup d'État qui, selon lui, visait à 'pacifier le pays' pour garantir les libertés démocratiques actuelles.

Face à ce fait, Bonavides a averti que 'c'est la troisième année consécutive que le gouvernement émet un ordre qui promet un véritable révisionnisme historique, en mentant et en cachant les crimes commis par la dictature'.

Le Partido Causa Operaria a appelé les Brésiliens à descendre dans la rue pour contrecarrer les tentatives de commémoration de la dévastation militaire.

Plusieurs contre-manifestations ont eu lieu dans des villes du pays accompagnées du cri Bolsonaro Dehors !

Le PCO prévient que quand les Forces Armées commémorent le 31 mars 'c'est comme s'ils parlaient qu'à tout moment ils peuvent répéter l'exploit'.

La Commission nationale de la vérité, créée par la loi en 2014, a présenté son rapport final et conclu que la pratique de la détention arbitraire, de la torture, des exécutions, des disparitions et de la dissimulation de cadavres était le résultat d'une politique de l'État à l'encontre de la population civile, en les qualifiant de crimes contre l'humanité.

Au total, 434 cas de décès et de disparitions de personnes sous la responsabilité de l'État brésilien ont été identifiés au cours de la période 1946-1988.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/252611-lon-denonce-le-gouvernement-bresilien-pour-la-celebration-du-coup-detat-militaire-de-1964>



Radio Habana Cuba